

**Nations unies - Conférence
internationale «Protégeons les
enfants de la guerre» - Conférence
de presse de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international
(Paris, 21 février 2017)**

Madame la Représentante spéciale, Chère Leila Zerrougui,

Monsieur le Directeur exécutif, Cher Anthony Lake,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes maintenant à la clôture de cette conférence «Protégeons les enfants de la guerre». C'est une journée qui a été consacrée à la protection des enfants dans les conflits armés et la France tenait à ce rendez-vous. Parce que, chaque jour, l'actualité nous rappelle que, dans les conflits - et il y en a beaucoup -, dans les situations de crise, les enfants sont les premières victimes. Là où la guerre civile fait rage, c'est encore plus grave pour les enfants qui sont exposés de manière encore plus criante à la malnutrition, aux épidémies, à la précarité. Hier, Anthony Lake a rappelé qu'1,4 millions d'enfants risquent de mourir de la famine, en particulier au Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen. Voilà la réalité brutale des chiffres.

Je me réjouis qu'aujourd'hui cette mobilisation ait été forte. La France a accueilli aujourd'hui près de 300 participants représentant 73 pays, une vingtaine (sic) d'organisations internationales et plus d'une vingtaine d'organisations issues de la société civile. Je souhaite remercier tous les participants de leur engagement quotidien, dans les enceintes internationales comme sur le terrain, pour protéger les jeunes filles et les jeunes garçons des atrocités de la guerre. Je salue en particulier le travail remarquable des ONG qui étaient représentées aujourd'hui.

Cette mobilisation collective est essentielle. Parce que c'est ensemble que nous parviendrons à apporter des solutions aux grands défis de notre monde. Un monde globalisé qui appelle de plus en plus de coopération internationale, et non pas le contraire, comme cela semble être la tendance aujourd'hui, celle du repli national, celle du chacun pour soi, celle du retour des nationalismes.

Et je crois que cette journée a démontré justement que si on veut faire reculer la pauvreté, si on veut faire reculer la violence et, en particulier, celle que subissent les enfants, alors il faut s'organiser, il faut se mobiliser à l'échelle internationale et en coopérant.

Au cours de cette journée, nous avons réaffirmé notre attachement aux droits des enfants ainsi qu'aux principes et engagements de Paris contre le recrutement des enfants par les forces ou groupes armés. Ces engagements de Paris avaient été pris il y a dix ans exactement ; à l'époque c'était le président Chirac qui avait ouvert ces travaux. Aujourd'hui, c'est le président Hollande. Et c'était l'occasion pour nous de faire un point. Que s'est-il passé depuis dix ans ? Des progrès ont été observés au cours de ces dernières années : entre 2007 et 2015, 57.600 enfants ont été libérés. En 2015, ce sont plus de 8.000 enfants soldats qui ont été démobilisés. Il est vrai que cela peut paraître peu par rapport à l'immense effort qu'il faudrait faire pour les libérer tous de cette tragédie qu'ils subissent. Ces chiffres illustrent les effets très positifs de la campagne «Enfants, pas soldats» menée par vous, Madame Leila Zerrougui. Notre combat, nous l'avons décidé aujourd'hui après cette journée intense d'échanges et de travaux, de le poursuivre et c'est pourquoi cette réunion était vraiment nécessaire.

Je retiens de nos échanges différentes pistes d'action susceptibles de favoriser un véritable continuum dans la prise en charge des enfants dans les conflits armés : en amont, pendant et en aval.

En amont, nous devons renforcer les campagnes de sensibilisation et faciliter l'accès à l'éducation. C'est ce que fait la France, qui consacre une part significative de ses engagements humanitaires à l'éducation. Notre pays est fortement engagé dans cette priorité, en particulier, nous le faisons très concrètement en ce moment, dans les camps de réfugiés syriens au Liban et en Jordanie. Nous devons également veiller à ce que les militaires soient sensibilisés au respect du droit international humanitaire. Ce n'est pas si évident. Nous avons entendu un témoignage à la fois passionnant et poignant de Peter Maurer, le président du comité international de la Croix Rouge, qui fait son travail tous les jours auprès des militaires pour les convaincre de laisser les enfants à côté de ces conflits, ce qui est extrêmement difficile.

Partout, nous devons faire cesser les violations graves recensées par les Nations unies contre les enfants en temps de conflits : les meurtres et les mutilations, les violences sexuelles, les enlèvements, les attaques contre les écoles et les hôpitaux et le déni d'accès humanitaire. Plus de la moitié des réfugiés liés aux conflits sont des enfants. Une part importante des programmes humanitaires et de développement mérite donc d'y être consacrée.

En aval, nous devons faciliter la réintégration des enfants soldats au sein de leur famille et de leur communauté. Je prends l'exemple de la République centrafricaine, où la France est engagée aux côtés du gouvernement et des autorités locales et des ONG pour soutenir très concrètement des projets de réinsertion d'enfants soldats qui étaient dans ces milices anti-balaka et ex-seleka, et bientôt au Nigéria, le président de la République a annoncé ce matin que nous contribuerons à hauteur de 500.000 euros au programme qui est porté par l'UNICEF pour la réinsertion des enfants associés aux groupes armés, à ces terribles groupes armés de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria. Tout le monde voit certaines images mais parfois elles passent et l'on passe à autre chose, on oublie. Quand on voit ces pauvres enfants qui sont là, exploités et souvent utilisés même pour commettre des attentats, comment peut-on laisser faire ? Comment peut-on ne pas s'engager davantage ?

Cette journée a été extrêmement riche en émotion, en témoignages d'engagements. Et je crois

que l'on peut dire que cette conférence a atteint son objectif, car elle a permis de rappeler que les principes et les engagements de Paris, adoptés il y a dix ans, doivent rester notre socle commun en matière de protection des enfants dans les situations de conflits. 105 pays avaient déjà endossé ces principes et engagements de Paris. Maintenant, ils sont 108 : la Tunisie, la Birmanie et le Kazakhstan nous ont rejoints et nous appelons d'autres pays à le faire.

Nos efforts ne s'arrêtent pas ce soir. Les enfants doivent cesser d'être les victimes innocentes, collatérales des conflits. Nous savons aussi que, parfois, la propagande peut entraîner les enfants et leur faire miroiter des solutions, des espoirs. Et nous avons eu deux témoignages extrêmement émouvants :

Celui d'Alberto de Colombie qui, à onze ans, avait intégré les FARC et qui avait été entraîné par eux, lui promettant de l'éducation, un avenir. Il y avait cru, vivant dans la misère et subissant la violence, y compris intrafamiliale, il y avait cru et puis, enfin, il a fini par en sortir, en être libéré. Et, aujourd'hui, il fait des études universitaires. Il a voulu nous donner son témoignage car il voulait, à la fois, nous montrer, à travers son histoire personnelle, ce que cela peut représenter comme souffrances et désespoir, mais aussi nous montrer qu'il y avait une voie pour en sortir et qu'il y avait de quoi aussi nous mobiliser en écoutant ce qu'il incarnait et qu'il voulait nous faire passer. Il est resté trois ans et demi dans les FARC.

Et puis nous avons aussi le témoignage d'Alhaji qui est de Sierra Leone qui, lui, a été enlevé. Il était en vacances dans un village dans sa famille et des combattants sont arrivés, ont tué, brûlé les habitations, mutilé. Et lui a été enlevé, un enfant de onze ans lui aussi, qui est resté plusieurs années et qui a fini par être libéré, qui a ensuite voulu se reconstruire, qui a été aidé pour se reconstruire mais qui, aujourd'hui, justement, en donnant son témoignage, nous a dit «je veux être utile, je veux me mobiliser, je veux accompagner tous ceux qui veulent décourager la radicalisation, qui veulent décourager ceux qui enlèvent les enfants, ceux qui les exploitent, qui les mutilent et qui les violent».

Ce sont deux témoignages à la fois douloureux, des témoignages généreux mais qui nous ont interpellés et qui ont donné du sens et de la chair humaine et de cœur à cette conférence aujourd'hui. Il est important que ceux qui sont venus repartent avec courage, avec détermination et je crois que cette réunion, en effet, aura servi. Elle aura permis, à la fois, de bien identifier où sont les questions et les problèmes et de voir où sont les capacités à changer la réalité et surtout partir avec l'idée que nous ne renoncerons pas à défendre partout les droits de l'enfant. Et en commençant à les défendre d'abord chacun dans nos pays, parce qu'il y a aussi, dans nos pays, des injustices, des souffrances et nous ne voulons renoncer à rien, que ce soit en France, que ce soit à l'échelle de l'humanité tout entière.

Q - C'est plutôt une question d'ordre citoyen. Vous l'avez dit, il y a un consensus évident sur la question du drame des enfants soldats. Ce qui me paraît toujours un peu étrange, c'est qu'on le dit et M. Lake le redit, il faut de l'argent, il faut des financements et l'on ne peut pas juste avancer sur des causes sans le nerf de la guerre. En l'occurrence, l'aide au développement, en France comme dans beaucoup de pays du monde, est bien en-dessous des 1%, elle est même en-dessous, je crois, des 0,7% qui sont une promesse internationale d'aide au développement. Je voulais juste pointer parfois quelques contradictions. J'espère donc que, peut-être, ce genre de conférence va donner envie aux gens et aux États de mettre un peu la main à la poche, ce qui n'a pas l'air d'être le cas.

R - Je veux juste faire un témoignage. Vous avez raison de toute façon, je ne conteste pas votre propos citoyen, comme vous avez dit. C'est aussi une question qui interpelle les États. La France a fait cette année une remontée très importante de son aide au développement. Du retard avait été pris, on est en train de rattraper ce retard et ceci va dans la bonne direction. Mais cela ne sera pas suffisant. Vous avez rappelé l'objectif de 0,7%, nous n'y sommes pas encore tout à fait, mais il faut y arriver.

J'étais au G20 des ministres des affaires étrangères la semaine dernière à Bonn. Il y avait, à l'ordre du jour, la question du développement, les objectifs du développement qui ont été adoptés à New York, les moyens qui ont été définis à Addis Abeba. Cela a été un temps fort de la réunion du G20. Et un autre temps a été consacré à l'Afrique. Nous avons aussi abordé les questions de sécurité, de défense. Et le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui était présent, a dit : «il y a un objectif qui est celui que vous vous fixez pour aller jusqu'à 2% du PIB des budgets de la défense, mais il ne faut pas oublier qu'un effort de même nature, de même esprit, doit être fait aussi pour le développement». Et il a bien fait de le dire car le défi de l'humanité dans les années qui viennent, c'est bien aussi le défi du développement, le défi de la lutte contre la pauvreté et des inégalités.

Donc, si nous voulons un monde sûr, ce n'est pas contradictoire, nous devons aussi avoir un monde juste et qui donne des perspectives.

Je crois donc que, quand nous le faisons à l'échelle de la France, nous le faisons aussi à l'échelle de l'Europe. Il ne faut pas oublier que l'Union européenne, s'agissant de l'aide au développement, est l'organisation politique qui contribue le plus à l'aide au développement en termes financiers, en termes d'actions, en termes d'engagements. Nous sommes souvent présents, lorsque la France intervient, avec l'Union européenne, cela se fait de façon conjointe et c'est vrai en particulier en Afrique.

Je partage donc ce que vous avez dit et c'est la raison pour laquelle nous étions aussi réunis ici aujourd'hui, car ces causes-là, celle particulièrement qui nous réunissait aujourd'hui, c'est la même. Au moment où les nationalismes, comme je le disais tout à l'heure, reviennent en force, il y a un risque que cette vision, dont vous parliez et qui a été partagée concernant notamment les enfants soldats, recule aussi. Et notre conférence d'aujourd'hui avait comme objectif également de rappeler, nous tous, à la conscience et à la responsabilité. Je pense que c'est un combat, et ce combat continuera à être mené. En tout cas, il faut continuer à le mener./.